

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 décembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 144 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission d'observation
des Nations Unies en Géorgie****Rapport annuel sur l'exécution du budget
de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

On trouvera dans le présent document le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Dans sa résolution 53/232 du 8 juin 1999, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 31 000 479 dollars (montant net : 29 505 279 dollars) pour cette période.

Au cours de la période considérée, les dépenses totales se sont élevées à 25 004 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 23 729 800 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé de 5 996 479 dollars en chiffres bruts (montant net : 5 775 479 dollars).

Le solde inutilisé résulte essentiellement d'économies au titre du personnel civil et militaire et des dépenses opérationnelles.

Les mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne le fonctionnement de la Mission sont énoncées au paragraphe 11 du présent rapport.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Exécution du budget	4–8	3
III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000	9–10	4
IV. Mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session.	11	6
Annexes		
I. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : état récapitulatif.		7
II. Renseignements complémentaires concernant les écarts les plus importants.		9
III. Personnel civil et militaire : effectifs prévus et déployés pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000		13
IV. Crédits ouverts et dépenses pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000		14

I. Introduction

1. La Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) a été créée par la résolution 858 (1993) du Conseil de sécurité en date du 24 août 1993. Le mandat de la Mission a été prorogé par des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité, dont la plus récente est la résolution 1311 (2000) du 28 juillet 2000, par laquelle le Conseil a reconduit ce mandat pour une nouvelle période s'achevant le 31 janvier 2001.

2. Le budget de fonctionnement de la MONUG, d'un montant brut de 29 156 400 dollars (montant net : 27 661 200 dollars) (voir A/53/844 et Corr.1 à 3), a servi à financer le fonctionnement de la Mission, qui a compris jusqu'à 135 observateurs militaires, 89 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 139 agents locaux pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 29 156 400 dollars (montant net : 27 661 200 dollars) pour la même période (A/53/895/Add.4, par. 16).

3. Par sa résolution 53/232 du 8 juin 1999, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 31 000 479 dollars (montant net : 29 505 279 dollars) pour financer le fonctionnement de la MONUG pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000, y compris un montant de 1 541 759 dollars au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant de 302 320 dollars au titre de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie). Ce montant a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du budget

4. Au cours de la période considérée, la MONUG a continué de s'acquitter de son mandat, qui n'a fait l'objet d'aucun changement structurel ou opérationnel, en effectuant un nombre limité de patrouilles, conformément au concept introduit en février 1998. Pour la plus grande partie de l'année, la situation est restée, selon les observateurs, relativement calme bien qu'instable, avec toutefois des épisodes de violence et un regain de tension en avril et mai 2000.

5. Parmi les incidents qui ont directement perturbé les opérations de la MONUG et menacé son personnel, il convient de mentionner le blocage, début juillet 1999, de la route M-27, blocage qui a entravé la liberté de mouvement des membres de la Mission; une explosion au niveau de la clôture du quartier général de Soukhoumi le 9 juillet; le jet d'une grenade au-dessus de la clôture du nouveau bureau de Zougdidid le 27 septembre; et l'enlèvement, le 13 octobre, de sept employés de la MONUG, qui ont été libérés le 15 octobre. Deux observateurs militaires de la MONUG ont également été enlevés, le 17 janvier 2000, et retenus deux heures; plusieurs agents internationaux et locaux ainsi que leurs domiciles ont été la cible de vols à main armée en mars et avril; deux observateurs militaires, un interprète et deux membres d'organisations non gouvernementales ont été pris en otage dans la vallée de Kodori le 1er juin et retenus pendant plusieurs jours; et des balles ont été tirées sur un véhicule de patrouille de la MONUG à Gali le 15 juin.

6. La sécurité du personnel et des biens s'est considérablement améliorée depuis que la Mission a reçu des véhicules blindés et un deuxième hélicoptère et que des agents de sécurité et des gardes locaux légèrement armés ont été déployés; toutefois,

le climat d'insécurité a entravé l'exécution du budget à plus d'un titre. Les dispositions prises en matière de sécurité ont été constamment réévaluées et des mesures strictes ont été adoptées, telles que des restrictions aux déplacements des véhicules et du personnel après la tombée de la nuit, le report de la réouverture des bases et le transfert de la plus grande partie des avoirs de la MONUG à Zougidi au lieu de Soukhomi comme initialement prévu.

7. Compte tenu des restrictions imposées aux déplacements des véhicules et du personnel et de la fermeture prolongée des bases, des économies ont été enregistrées aux rubriques observateurs militaires, locaux/hébergement, carburant et lubrifiants, et pièces de rechange, réparations et entretien des véhicules. La décision de scinder en deux le bureau couvrant les secteurs de Gali et de Zougidi ayant été reportée en raison du climat d'insécurité, et l'installation de bureaux de liaison à Istanbul (Turquie) et à l'aéroport d'Adler (Fédération de Russie) ayant pris du retard, le montant des économies réalisées au titre des locaux/hébergement s'est encore accru. La remise en état, par la Section du génie, d'infrastructures essentielles telles que des ponts et des routes a amélioré la mobilité des patrouilles et facilité les activités de surveillance de la Mission. Un certain nombre de projets de remise en état des infrastructures ont été achevés. Toutefois, des négociations sont en cours avec les autorités locales concernant d'autres projets. Malgré l'utilisation du deuxième hélicoptère, qui a fourni des services inestimables, et le recours accru à des avions pour transporter les marchandises achetées par la Mission, des économies ont été réalisées à la rubrique opérations aériennes grâce à des arrangements contractuels favorables et au fait que le nombre d'heures de vol a été inférieur aux prévisions.

8. D'autres facteurs ont également eu une incidence sur l'exécution du budget. Le taux de vacance de postes des fonctionnaires internationaux a été de 19 % en raison essentiellement de la nomination tardive du nouveau chef de mission/Représentant spécial du Secrétaire général et des retards enregistrés au niveau du recrutement ou du remplacement de plusieurs fonctionnaires au Bureau des affaires politiques et civiles et au Bureau du Représentant spécial. Les économies résultant de ces vacances ont été en partie annulées par les dépenses afférentes au personnel temporaire recruté pour satisfaire les besoins urgents en matière de sécurité, d'entretien et de réparations du matériel de communication et de transport dans les différents sites, et aux interprètes supplémentaires recrutés pour les patrouilles. L'achat de photocopieurs de taille moyenne, de chauffe-eau et de radiateurs pour l'hiver, de matériel d'incendie et d'un important stock de pièces de rechange pour entretenir le matériel vétuste a également entraîné des dépenses supplémentaires.

III. Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

9. Comme il est indiqué au tableau 1, un crédit d'un montant brut de 31 000 479 dollars (montant net : 29 505 279 dollars) a été ouvert pour financer le fonctionnement de la MONUG pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000. Les dépenses correspondantes se sont élevées à 25 004 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 23 729 800 dollars), dont un montant de 2 810 000 dollars au titre des engagements non réglés. Le montant brut du solde inutilisé est de 5 996 479 dollars (montant net : 5 775 479 dollars), ce qui représente, en chiffres bruts, 19 % du montant du crédit ouvert.

Tableau 1
Montants répartis et dépenses
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépense</i>	<i>Montants répartis</i>	<i>Dépenses^a</i>	<i>Écart</i>
Personnel militaire	5 220,1	3 861,3	1 358,8
Personnel civil	12 526,3	9 760,3	2 766,0
Dépenses opérationnelles	9 844,2	8 233,9	1 610,3
Autres programmes ^b	70,6	30,2	40,4
Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	302,3	302,3	–
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 541,8	1 541,8	–
Contributions du personnel	1 495,2	1 274,2	221,0
Montant brut des dépenses	31 000,5	25 004,0	5 996,5
Recettes provenant des contributions du personnel	(1 495,2)	(1 274,2)	(221,0)
Montant net des dépenses	29 505,3	23 729,8	5 775,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–	–	–
Total des ressources	31 000,5	25 004,0	5 996,5

^a Y compris un montant de 2 810 000 dollars au titre des engagements non réglés.

^b Non compris les dépenses de personnel.

10. On trouvera au tableau 2 et à l'annexe III des renseignements sur le déploiement des observateurs militaires et du personnel civil au cours de la période considérée.

Tableau 2
Effectifs autorisés, postes pourvus et taux de vacance de postes relatifs aux personnels civil et militaire pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif autorisé</i>	<i>Postes pourvus (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Observateurs militaires	135	104	23
Personnel international	89	72	19
Personnel local	139	128	8

IV. Mesures que l'Assemblée générale est appelée à prendre à sa cinquante-cinquième session

11. En ce qui concerne le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, l'Assemblée générale est appelée à se prononcer sur l'utilisation du solde inutilisé d'un montant brut de 5 996 479 dollars (montant net : 5 775 479 dollars) pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

Annexe I

Rapport sur l'exécution du budget pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000 : état récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4 = (1)-(3))
	Montants répartis ^a	Dépenses non renouvelables	Dépenses totales (y compris les dépenses non renouvelables)	Écart
I. Personnel militaire				
1. Observateurs militaires	4 95	—	3 578,6	1 35
2. Contingents	15,7	—	14,8	0,9
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire				
a) Matériel appartenant aux contingents	227,9	—	227,9	—
b) Soutien autonome	—	—	—	—
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40,0	—	40,0	—
Total partiel, rubrique 3	267,9	—	267,9	—
Total , catégorie I	5 22	—	3 861,5	1 35
II. Personnel civil				
1. Police civile	—	—	—	—
2. Personnel international et personnel local	12 52	—	9 760,3	2 76
3. Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
4. Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
5. Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Total partiel, rubrique II	12 52	—	9 760,3	2 76
III. Dépenses opérationnelles				
1. Locaux/hébergement	1 42	543,1	1 061,3	359,3
2. Remise en état des infrastructures	405,3	166,8	166,8	238,5
3. Transports	2 95	2 10	2 817,4	176,8
4. Opérations aériennes	2 95	—	2 180,6	809,6
5. Opérations navales	—	—	—	—
6. Transmissions	822,0	244,2	779,5	42,5
7. Matériel divers	348,8	288,9	429,2	(80,4)
8. Fournitures et services	533,5	—	517,7	15,8

Catégorie de dépenses	(1)	(2)	(3)	(4 = (1)-(3))
	Montants répartis ^a	Dépenses non renouvelables	Dépenses totales (y compris les dépenses non renouvelables)	Écart
9. Fret aérien et de surface				
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	–	–	–	–
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	329,6	–	281,4	48,2
Total, catégorie III	9 84	3 34	8 233,4	1 61
IV. Autres programmes				
1. Fournitures et services liés aux élections	–	–	–	–
2. Programmes d'information	38,6	–	0,7	37,9
3. Programmes de formation	32,0	–	29,5	2,5
4. Programmes de déminage	–	–	–	–
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	–	–	–	–
Total, catégorie IV	70,6	–	30,2	40,4
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	302,3	–	302,3	–
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	1 54	–	1 541,4	–
VII. Contributions du personnel	1 45	–	1 274,4	221,0
Montant brut des dépenses, catégories I à VII	31 00	3 34	25 004,0	5 99
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(1 45)	–	(1 274,4)	(221,0)
Montant net des dépenses, catégories I à VIII	29 50	3 34	23 729,4	5 77
IX. Contributions volontaires en nature budgétisées	–	–	–	–
X. Contributions volontaires en nature non budgétisées	–	–	–	–
Total	31 00	3 34	25 004,0	5 99

^a Sur la base du crédit ouvert par l'Assemblée générale dans sa résolution 53/232.

Annexe II

Renseignements complémentaires concernant les écarts les plus importants

Personnel militaire

*Crédits ouverts : 5 220 100 dollars; dépenses : 3 861 300 dollars;
écart : 1 358 800 dollars*

1. Le solde inutilisé à cette rubrique (1 358 800 dollars) résulte essentiellement de la diminution des dépenses relatives aux observateurs militaires.

Observateurs militaires

*Crédits ouverts : 4 936 500 dollars; dépenses : 3 578 600 dollars;
écart : 1 357 900 dollars*

2. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte essentiellement du fait que les dépenses prévues, calculées sur la base de l'effectif total de 135 observateurs militaires, reposaient sur l'hypothèse d'une amélioration de la sécurité, ce qui aurait permis la réouverture des bases des équipes d'observateurs. Toutefois, tel n'a pas été le cas; par ailleurs, les patrouilles ayant eu recours aux services d'hélicoptères et de véhicules blindés, le nombre d'observateurs déployés est resté inférieur à l'effectif autorisé, ce qui a entraîné des dépenses inférieures aux prévisions. En moyenne, l'effectif a été de 104 observateurs militaires par mois.

Personnel civil

*Crédits ouverts : 12 526 300 dollars; dépenses : 9 760 300 dollars;
écart : 2 766 000 dollars*

3. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte essentiellement d'un taux moyen de vacances des poste de 19 % pour le personnel international, qui s'explique par le retard avec lequel le remplaçant du Représentant spécial du Secrétaire général a été nommé, et le report du recrutement ou du remplacement de plusieurs fonctionnaires au Bureau des affaires politiques et civiles et au Bureau du Représentant spécial. Le solde inutilisé à cette rubrique a été annulé en partie par les dépenses afférentes au personnel temporaire et aux voyages.
4. La Mission a recruté du personnel temporaire pour les sections de la sécurité, des transmissions et des transports ainsi que pour le Bureau du chef des observateurs militaires. Il a été décidé que les agents de sécurité locaux seraient recrutés au moyen de contrats de louage de services pour une période de stage pendant laquelle une formation leur serait dispensée, leurs antécédents seraient vérifiés et leur performance évaluée. La Mission a recruté 13 personnes pour assurer l'entretien du matériel de communication et de transport commandé par la Mission pour mettre en oeuvre les mesures de sécurité qu'elle a adoptées. En raison de l'augmentation du nombre de patrouilles de liaison, qui est passé de 20 à 36 au cours de l'année, la Mission a dû recruter six interprètes supplémentaires. L'augmentation des frais de voyage est imputable au fait que le service d'entretien des différents types de matériel a requis des déplacements plus nombreux entre les différents sites qui constituent la zone d'opérations.

Dépenses opérationnelles

*Crédits ouverts : 9 844 200 dollars; dépenses : 8 233 900 dollars;
écart : 1 610 300 dollars*

5. Le solde inutilisé à cette rubrique est dû essentiellement à des économies (1 690 700 dollars au total) au titre des locaux/hébergement (359 300 dollars), de la remise en état des infrastructures (238 500 dollars), des transports (176 800 dollars), des opérations aériennes (809 600 dollars), des transmissions (42 500 dollars), des fournitures et services (15 800 dollars) et du fret (48 200 dollars), annulées en partie par un dépassement au titre des matériels divers (80 400 dollars).

Locaux/hébergement

*Crédits ouverts : 1 420 600 dollars; dépenses : 1 061 300 dollars;
écart : 359 300 dollars*

6. Le solde inutilisé à cette rubrique est dû à plusieurs facteurs. En raison de la détérioration du climat de sécurité, il n'a pas été possible de procéder à la réouverture des bases des équipes d'observateurs, ni à la création de deux bureaux distincts pour gérer les secteurs de Gali et de Zugdidi qui partagent actuellement les mêmes locaux, comme il avait été envisagé. Par ailleurs, les bureaux de liaison qu'il était prévu de créer à Istanbul (Turquie) et à Adler (Fédération de Russie) n'ont pas été mis en place. Les dépenses relatives aux travaux de transformation et de rénovation des locaux et le coût des fournitures et services ont été inférieurs aux montants prévus, la situation sur le plan local ayant entravé la réalisation des projets. Enfin, grâce à un hiver peu rigoureux et à une relative stabilité de la distribution d'électricité, des économies ont été réalisées au titre du carburant utilisé par le groupe électrogène.

Remise en état des infrastructures

*Crédits ouverts : 405 300 dollars; dépenses : 166 800 dollars;
écart : 238 500 dollars*

7. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique en partie par les problèmes de sécurité, mais aussi par le fait que les projets ne peuvent être exécutés qu'avec la coopération et le plein appui des autorités locales. Or, les négociations avec celles-ci prennent beaucoup de temps et il n'est pas toujours possible d'achever les projets avant la fin de l'exercice budgétaire.

Transports

*Crédits ouverts : 2 994 200 dollars; dépenses : 2 817 400 dollars;
écart : 176 800 dollars*

8. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte essentiellement des économies réalisées au titre de l'entretien des véhicules, du carburant et des lubrifiants du fait des restrictions imposées aux mouvements des véhicules. Le montant économisé a servi à financer les dépenses supplémentaires liées à l'utilisation d'un plus grand nombre de véhicules blindés, dont le coût unitaire est plus élevé et l'entretien plus coûteux, ainsi que l'achat de matériel d'atelier plus onéreux. Compte tenu de ces changements, 44 véhicules ont été achetés au lieu des 53 inscrits au budget.

Opérations aériennes

*Crédits ouverts : 2 990 200 dollars; dépenses : 2 180 600 dollars;
écart : 809 600 dollars*

9. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte du fait que les arrangements contractuels relatifs tant aux hélicoptères qu'aux avions ont été plus avantageux que ceux qui étaient prévus au budget, que le nombre d'heures de vol et de nuitées de pilotes à l'extérieur de leur base a été inférieur à ce qui était envisagé, et qu'aucun vol n'a été fait en dehors de la zone de responsabilité de la Mission.

Matériel divers

Crédits ouverts : 348 800 dollars; dépenses : 429 200 dollars; écart : 80 400 dollars

10. Le dépassement à cette rubrique s'explique essentiellement par l'achat de sept photocopieurs de taille moyenne au titre du matériel de bureau, l'achat de matériel divers de lutte contre l'incendie au titre de l'entretien des bâtiments et les dépenses supplémentaires au titre des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien de matériel divers, imputables à l'augmentation du nombre des photocopieurs et à la vétusté des groupes électrogènes. Ces dépenses supplémentaires ont été compensées en partie par un solde inutilisé au titre du matériel informatique résultant de la baisse du coût unitaire des ordinateurs de bureau et du fait qu'aucun investissement n'a été consenti pour améliorer le réseau.

Fret aérien de surface

Crédits ouverts : 329 600 dollars; dépenses : 281 400 dollars; écart : 48 200 dollars

11. Le solde inutilisé est dû au fait que les envois d'autres missions ont été moins nombreux qu'ils ne le sont habituellement.

Autres programmes

Crédits ouverts : 70 600 dollars; dépenses : 30 200 dollars; écart : 40 400 dollars

12. Le solde inutilisé à cette rubrique a trait aux programmes d'information et de formation.

Programmes d'information

Crédits ouverts : 38 600 dollars; dépenses : 700 dollars; écart : 37 900 dollars

13. Le solde inutilisé à cette rubrique résulte de l'absence du responsable de l'information de la Mission.

Contributions du personnel

*Crédits ouverts : 1 495 200 dollars; dépenses : 1 274 200 dollars;
écart : 221 000 dollars*

14. Le solde inutilisé à cette rubrique s'explique par les vacances de poste de fonctionnaires internationaux.

Recettes provenant des contributions du personnel

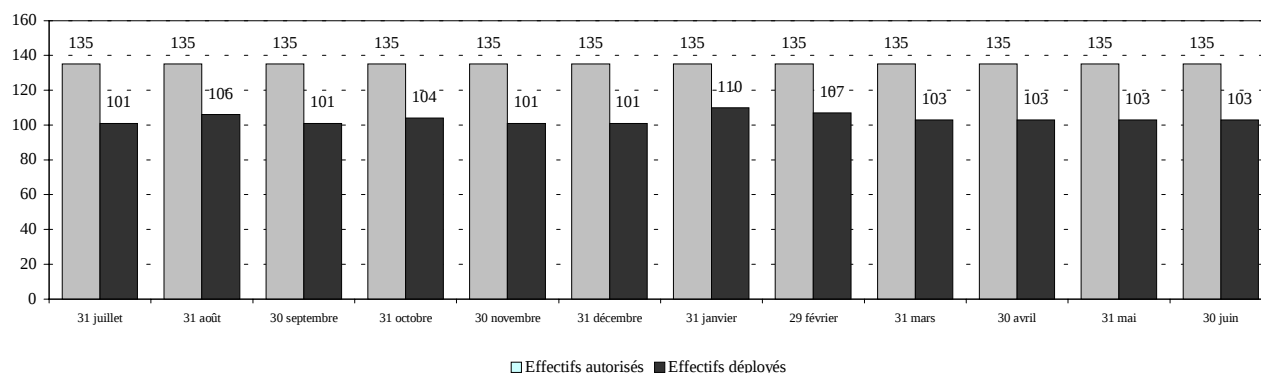
*Crédits ouverts : (1 495 200 dollars); dépenses : (1 274 200 dollars);
écart : (221 000 dollars)*

15. Ce montant provient des contributions du personnel.

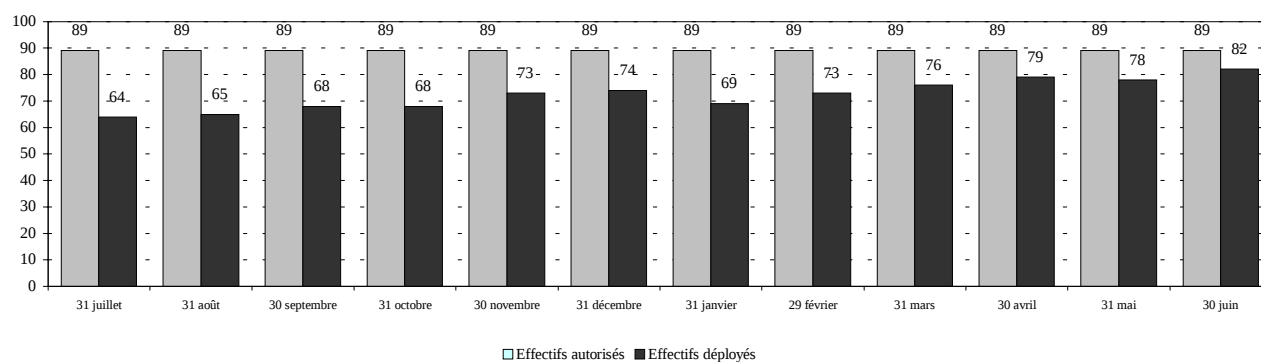
Annexe III

Personnel civil et militaire : effectifs prévus et déployés pour la période du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000

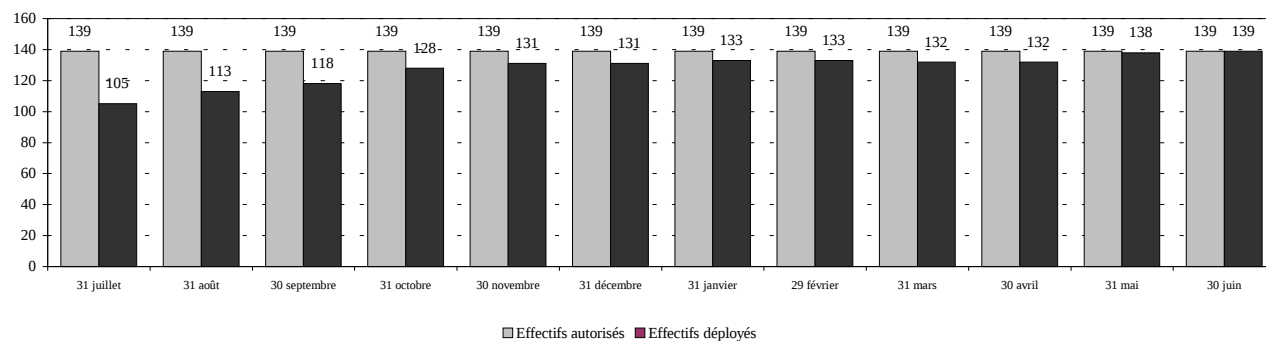
1. Observateurs militaires



2. Personnel international



3. Personnel local



Annexe IV**Crédits ouverts et dépenses pour la période
du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000**